

*LOI N° 98-012 du 11 juin 1998 — portant réglementation
de la pêche*

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

CHAPITRE I — DISPOSITIONS GENERALES

Article premier — La pêche consiste en la capture par tous moyens des ressources biologiques provenant des eaux douces ou salées ; qu'elles soient destinées à la commercialisation, à la subsistance des pêcheurs ou à la recherche scientifique.

Elle comprend également :

- les activités ultérieures exercées directement et immédiatement sur les espèces extraites, capturées ou mortes ;
- les opérations d'appui logistique et de transbordement des captures.

Art. 2 — La pêche commerciale est celle pratiquée à des fins de profit.

La pêche de subsistance est celle dont le but fondamental est l'obtention d'espèces comestibles pour la subsistance du pêcheur et de sa famille.

La pêche scientifique est celle pratiquée à des fins de recherche par les institutions ou par des personnes dûment habilitées.

La pêche sportive est celle pratiquée à titre de loisir et à des fins non lucratives.

Art. 3 — Les pêches commerciale, scientifique et sportive sont soumises à une autorisation préalable.

Art. 4 — L'exercice de la pêche est soumis aux dispositions de la présente loi et de la loi 88 - 14 du 3 novembre 1988 portant code de l'environnement en vue d'une meilleure conservation de la faune aquatique, de l'exploitation optimale des ressources biologiques et d'une gestion planifiée.

Art. 5 — Dans les eaux sous juridiction de la République togolaise, la pêche est réservée :

- aux navires battant pavillon togolais et aux pêcheurs traditionnels togolais disposant d'équipements autorisés ;
- aux navires d'autres Etats ayant conclu des accords avec la République togolaise ;
- aux embarcations et aux ressortissants étrangers ayant été autorisés par l'Etat togolais.

Art. 6 — Les dispositions ci-dessus ne portent pas atteinte à la libre circulation des navires étrangers naviguant dans les eaux sous juridiction togolaise lorsque leurs engins de pêche sont remisés, conformément au droit international et à la réglementation togolaise.

Art. 7 — Des décrets déterminent en tant que de besoin, sur la base de données scientifiques statistiques :

- 1) - les zones dans lesquelles chaque pêche est autorisée ;
- 2) - la distance de la côte à laquelle les pêcheurs devront éventuellement se tenir ;
- 3) - les époques d'ouverture et de clôture des diverses pêches, ainsi que les quotas de prise pour les espèces menacées de surexploitation ;
- 4) - les engins autorisés, leur état technique ainsi que les conditions de leur utilisation ;
- 5) - les dispositions propres à assurer le rendement optimum des stocks ;
- 6) - les interdictions relatives à la pêche et à l'usage des imitations n'ayant pas atteint les dimensions minimales prescrites ;
- 7) - les appâts défendus ;
- 8) - les conditions de création et d'exploitation de centres d'aquaculture ;
- 9) - les mesures de contrôle de la salubrité et les conditions sanitaires pour la production et la commercialisation des produits de la pêche ;
- 10) - les procédures de délivrance, de contrôle et de retrait des licences de pêche.

Art. 8 — Il est interdit de détenir à bord d'une embarcation, sans autorisation spéciale, des explosifs, détonateurs ou armes à feu.

Il est interdit d'utiliser pour la pêche des explosifs, détonateurs, armes à feu et de faire usage d'appâts et de leurres toxiques ou des substances pouvant tuer, paralyser ou changer le comportement normal des animaux aquatiques immédiatement ou ultérieurement.

Art. 9 — Les établissements d'aquaculture sont ceux qui nécessitent un emplacement au fond des lagunes, des fleuves et de la mer ou bien sur les terres adjacentes et qui servent à la capture, l'épôt, à l'engraissement, à l'élevage et à la reproduction des sources biologiques aquatiques destinées à la commercialisation.

Aucun établissement ne peut être constitué sans une autorisation délivrée par la direction de l'élevage et des pêches.

Muni de cette autorisation, le futur exploitant devra obtenir une concession domaniale conformément aux règles de la gestion du domaine public.

Art. 10 — La procédure d'obtention d'une concession domaniale est la suivante :

- 1) - demande formulée par le futur exploitant auprès de la direction de l'élevage et des pêches, qui donne son avis ;
- 2) - étude de salubrité du projet par la direction de l'élevage et des pêches qui pourra recourir, en cas de besoin, au concours d'autres services ministériels ;
- 3) - délivrance du titre de concession conformément à la législation relative au domaine public maritime et au domaine public fluvial.

Art. 11 — L'importation et l'exportation de frai, d'alevins ou d'autres animaux aquatiques destinés à l'élevage est subordonnée à une autorisation délivrée par la direction de l'élevage et des pêches.

CHAPITRE II — LA PECHE MARITIME

Art. 12 — Les différentes catégories de pêches maritimes sont :

- 1) - la pêche côtière qui se pratique à bord d'embarcations capables de franchir la barre mais qui ne peuvent passer plus de 72 heures en mer sans escale ;

elle est l'apanage des pêcheurs artisanaux ;

elle est réservée, dans la limite des eaux territoriales, exclusivement aux nationaux et assimilés et aux navires des Etats ayant passé des accords de réciprocité avec le Togo.

- 2) - la pêche au large qui se pratique à bord de navires capables de naviguer plus de 72 heures

Art. 13 — Il est interdit de tuer, blesser ou poursuivre des mammifères ou autres animaux protégés sur toute l'étendue des eaux sous juridiction togolaise.

Art. 14 — Les lignes et hameçons sont utilisés librement dans le cadre de la réglementation générale des pêches et de celle afférente à la police du domaine public.

Les palangres doivent être balisées de façon visible de jour comme de nuit.

Art. 15 — Les conditions d'utilisation des filets seront déterminées par des textes réglementaires.

Les filets maillants doivent être balisés de façon visible de jour comme de nuit.

Art. 16 — La pêche est pratiquée sous licence d'exploitation annuelle délivrée par le ministre chargé des pêches pour les navires de plus de 25 tonneaux de jauge brute ou par le directeur de l'élevage et des pêches pour les embarcations inférieures ou égales au tonnage sus-indiqué.

Le montant de la redevance est déterminé en fonction des différentes catégories d'embarcation et suivant les modalités prévues par la loi de finances.

CHAPITRE III — LA PECHE CONTINENTALE

Art. 17 — La pêche continentale s'exerce sur les eaux du domaine public fluvial tel que décrit à l'article 15 de l'ordonnance n° 12 du 6 février 1974 fixant le régime foncier et domanial.

Art. 18 — L'Etat détient le droit de pêche dans les eaux continentales. Ce droit est concédé aux personnes ou aux collectivités coutumières usagers de ces eaux. Cette concession du droit de pêche fait l'objet de la délivrance d'une autorisation annuelle nominative à titre onéreux, variable suivant les engins de pêche utilisés.

Le montant de la redevance annuelle est fixé suivant un barème établi par la loi de finances.

Art. 19 — Aucun village, aucune communauté villageoise ne peut se réserver une portion de lac, lagune ou fleuve. L'usage des éléments du domaine public est commun à tous les citoyens sauf dans les zones données en concession par l'Etat à titre onéreux.

Art. 20 — Des pêcheurs étrangers remplissant les conditions de séjour dans le pays peuvent être autorisés, à la saison de pêche, à exercer leur activité dans les eaux continentales togolaises. Ils devront être détenteurs d'une autorisation nominative annuelle de pêche délivrée à titre onéreux.

Art. 21 — L'usage des filets, lignes cordeaux et balances est autorisé. Les lignes à hameçon multiples et les filets maillants doivent être balisés de façon visible de jour comme de nuit sur toute leur longueur.

Art. 22 — Sauf autorisation spéciale du ministre chargé de l'élevage et de la pêche, les filets traînants sont prohibés à l'exception de l'épervier et du filet à crevette.

Art. 23 — Il est interdit :

- d'utiliser un filet d'un maillage inférieur à un minimum fixé par arrêté ministériel ;
- de troubler l'eau, de fouiller les fonds à l'aide de quelque procédé que ce soit ;
- de capturer du poisson par piégeage non autorisé par la direction de l'élevage et des pêches.

Art. 24 — L'emploi des « acadjas » peut être interdit à tout moment par arrêté ministériel.

Art. 25 — L'alevinage et l'élevage du poisson par le procédé « l'acadjalenclos » peuvent être pratiqués par un particulier ou par une coopérative conformément aux dispositions des articles 7 et 8 de la présente loi.

CHAPITRE IV — LES SANCTIONS

Art. 26 — Le fait pour un navire étranger de pêcher au large de traverser les eaux territoriales sans avoir remis ses engins de pêche ou d'être surpris en action de pêche dans la mer territoriale est puni d'une amende de 500. 000 francs à 20. 000. 000 de francs CFA.

Art. 27 — Est puni d'une amende de 500. 000 francs à 50. 000. 000 de francs CFA le capitaine d'un navire de pêche étranger non autorisé surpris en action dans la zone économique togolaise.

Art. 28 — En cas d'infraction aux articles 26 et 27 ci-dessus, le navire est saisi et retenu jusqu'au paiement des frais de justice et d'amende, mais l'équipage ne peut être retenu.

A compter du jour où le jugement est devenu définitif, le navire peut être vendu par ordonnance du président du tribunal sur requête.

Le président du tribunal peut prononcer la confiscation des engins de pêche.

Art. 29 — Quiconque enfreint les dispositions de l'article 8 de la présente loi est puni d'une amende de 100. 000 francs à 5. 000. 000 de francs CFA et d'un emprisonnement de quinze jours à six mois ou de l'une de ces deux peines.

L'embarcation et le matériel ayant servi au contrevenant sont saisis. Le tribunal pourra ordonner leur confiscation.

Art. 30 — Quiconque recueille, met en vente, transporte ou transforme sciemment les produits des pêches frauduleuses et/ou ne respecte pas les dispositions des textes pris en application de l'article 7 de la présente loi, est puni d'une amende de 50. 000 francs à 500. 000 francs CFA et d'un emprisonnement d'un à douze mois ou de l'une de ces deux peines.

Les produits des pêches frauduleuses seront saisis et remis à la direction de l'élevage et des pêches en vue de leur vente aux enchères publiques au profit de l'Etat.

Art. 31 — Est puni d'une amende de 50. 000 francs à 2. 500. 000 francs CFA et d'un emprisonnement de six mois à quatre ans ou de l'une de ces deux peines quiconque aura :

- 1) - fabriqué, détenu, mis en vente des engins de pêche prohibés sur l'ensemble du territoire conformément aux dispositions de l'article 7 de la présente loi ou en aura fait usage ;
- 2) - contrevenu aux dispositions réglementaires pour prévenir la destruction des juvéniles et assurer la conservation ou la protection des ressources biologiques aquatiques ;
- 3) - fait usage d'un mode de pêche prohibé ;

4) pêche, transporté, mis en vente le frai ou les animaux aquatiques dont les dimensions n'ont pas atteint le minimum déterminé par les règlements.

Art. 32 — Sera puni d'une amende de 25 000 francs à 5.000.000 de francs CFA et d'un emprisonnement d'un mois à trois ans ou de l'une de ces deux peines quiconque aura :

- 1) - pêche sans être détenteur d'une licence ou d'une autorisation régulière ;
- 2) - pêche, transporté, mis en vente des pièces animales aquatiques protégées ;
- 3) - pêche pendant les périodes prohibées ou en deçà des limites fixées par les règlements ;
- 4) - pêche dans les domaines protégés sans autorisation spéciale
- 5) - manqué de baliser ses engins ou fait usage d'un mode de pêche sans respecter les prescriptions ;
- 6) - transporté, mis en vente ou vendu du poisson déclaré insalubre par les agents de la direction de l'élevage et des pêches.

Art. 33 — Quiconque aura importé ou exporté du frai, des alevins ou autres animaux aquatiques destinés à l'élevage, sans autorisation de la direction de l'élevage et des pêches, sera puni d'une amende de 100. 000 francs à 1. 000. 000 de francs CFA et d'un emprisonnement de quinze jours à six mois ou de l'une de ces deux peines.

Art. 34 — Quiconque aura enfreint les dispositions réglementaires sur le contrôle de salubrité et les conditions sanitaires pour la production et la commercialisation des produits de pêche sera puni d'une amende de 50. 000 francs à 5. 000. 000 de francs CFA et d'un emprisonnement de deux mois à trois ans ou de l'une de ces deux peines.

Art. 35 — Quiconque aura empêché ou se sera opposé à la visite à bord d'un agent dans l'exercice de ses fonctions ou aura refusé de présenter sa licence ou son autorisation de pêche, sera puni d'une amende de 150. 000 francs à 500. 000 francs CFA et d'un emprisonnement d'un (1) à trois (3) mois

Art. 36 — Quiconque aura créé sans autorisation un établissement d'aquaculture, de préparation et/ou de transformation des produits de pêche sera puni d'une amende 50. 000 francs à 5. 000. 000 francs CFA et d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois ou de l'une de ces deux peines.

L'établissement pourra être fermé ou détruit aux frais du contrevenant.

Art. 37 — Les peines prévues par la présente loi seront portées en double en cas de récidive.

Art. 38 — Il sera procédé à la saisie des engins prohibés et leur destruction sera ordonnée par le président du tribunal sur simple requête. Les produits frauduleux seront saisis, confisqués et vendus aux enchères publiques au profit de l'Etat.

Art. 39 — Toute action en réparation des dommages occasionnés par les infractions en matière de pêche peut être portée devant le tribunal correctionnel.

Art. 40 — Les personnes visées à l'article 42 ci-dessous exercent conjointement avec les représentants du ministère public les poursuites et les actions en réparation des infractions en matière de pêche. Ils ont le pouvoir de requérir devant le tribunal.

Art. 41 — Les infractions en matière de pêche sont recherchées et constatées par procès-verbaux des agents assermentés de la direction de l'élevage et des pêches.

Les procès-verbaux sont transmis au directeur de l'élevage et des pêches qui pourra proposer au délinquant une transaction dans un délai d'un mois à compter de la date de constat du délit ou qui pourra saisir le procureur de la République du tribunal territorialement compétent.

Art. 42 — Les recherches et les constatations des infractions peuvent être faites en collaboration avec les officiers des bâtiments ou embarcations de la République togolaise, les agents de la police, de la gendarmerie nationale, des services des affaires maritimes, des douanes, des forêts, chasses et de l'environnement, de l'élevage et des pêches et avec les autorités locales compétentes.

CHAPITRE V — DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 43 — Il est créé auprès du ministre chargé des pêches un comité interministériel et interprofessionnel consultatif de pêche chargé de la coordination des activités et du suivi de la politique nationale de pêche. La composition, l'organisation et le fonctionnement du comité sont précisés par décret en conseil des ministres.

Art. 44 — Il sera institué par une loi un fonds de développement des pêches en vue de promouvoir et de développer les activités halieutiques nationales.

CHAPITRE VI — DISPOSITION FINALES

Art. 45 — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi.

Art. 46 — La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 11 juin 1998

Le Président de la République
Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre
Kwassi KLUTSE